



NOTE D'ÉDUCATION PERMANENTE

de l'ASBL Fondation Travail-Université (FTU)

www.ftu.be

N°2019– 05, mars 2019

Les organisations sociales face à l'enjeu écologique

Plaidoyer pour l'articulation des courants de la transition

La Semaine sociale 2019 du MOC est consacrée aux enjeux de la transition écologique. Dans ce cadre, Anaïs Trigalet a produit une introduction analytique très éclairante¹, qui présente et discute tout à la fois les formes d'état des lieux qui coexistent pour qualifier la situation actuelle (les notions d'anthropocène et d'effondrement) et les perspectives de transition (elle en catégorise quatre, entre lesquelles, bien sûr, de la porosité existe : le développement durable, la décroissance, l'écosocialisme et l'écologie sociale).

La présente contribution s'appuie sur ce travail en vue de discuter une question tout à fait spécifique : comment se fait-il que les organisations sociales ont tant de difficulté à fixer une ligne claire alors que l'urgence est déclarée ? Ainsi tentera-t-on de procéder à un exercice de réflexivité – se prendre nous-mêmes comme objet d'analyse. Un tel exercice est toujours délicat, car le risque est réel de basculer dans la subjectivité, donc dans un propos insuffisamment documenté.

Pour limiter le biais de subjectivité, il faut au moins exprimer qui parle et d'où il.elle parle : en l'occurrence il s'agit d'un cadre supérieur puis dirigeant d'organisation sociale depuis 25 ans ; il s'agit aussi d'un travailleur qu'on qualifie de « âgé », qui s'est lui-même ouvert à la militance sociale vers le début de la décennie 70, soit précisément à un autre moment où l'urgence écologique a été nommée. Pour lui, les temps présents sont ceux d'une expérience un peu étrange, quoique tout-à-fait réjouissante, de voir la mobilisation de générations plus jeunes que la sienne en faveur du climat, et qui vivent quant à elles le sentiment qu'on ne vient que de découvrir un sujet à propos duquel « rien n'a été fait » par les générations précédentes.

¹ Anaïs Trigalet : "Du développement durable à l'écologie sociale : quelle transition écologique ?", Note d'éducation permanente FTU, n°2018-16, décembre 2018. En ligne : <http://www.ftu.be/index.php/publications/evaluation-des-politiques-publiques/329-environnement>

Mais peu importe cette étrangeté vécue, qui doit sans doute exister en miroir dans les générations plus jeunes (« Voilà encore Papy qui raconte sa guerre de 14 »), l'important est d'enregistrer que la démarche de réflexivité ici présentée est sans doute sous l'influence d'une position générationnelle : il n'y a pas de raison de ne pas l'assumer comme telle.

HALTE À LA CROISSANCE

La fin des années 60 et le début des années 70 ont été féconds en diagnostics d'alerte absolue.

Un « Club de Rome » a été fondé dès 1968, à l'initiative d'un administrateur de Fiat et d'un ancien directeur scientifique de l'OCDE. Composé d'industriels de 53 pays, de scientifiques, de hauts fonctionnaires et de politiques, le Club se donnait comme but de sensibiliser le monde politique aux questions planétaires problématiques. Une commande a été passée à des chercheurs au MIT², qui a débouché sur un rapport alarmant dès 1972, connu sous deux dénominations différentes, « Rapport Meadows » ou « Les limites à la croissance »³, traduit en français sous le titre « Halte à la croissance ? ».

Rétrospectivement, l'événement est curieux : l'alerte est lancée depuis le monde des grands patrons ; pour autant, elle n'est suivie d'aucun effet immédiat dans les politiques menées par la droite ; en outre, il est très mal reçu à gauche, d'une part à cause de l'identité des commanditaires, d'autre part parce que le rapport est perçu comme un plaidoyer en faveur de la régression sociale⁴. Autrement dit, le nœud d'aujourd'hui – la conciliation du social et de l'environnemental – était déjà celui d'il y a près de 50 ans. C'est en son nom que la gauche a bloqué, alors que des forces économiques (capitalistes) étaient prêtes à bouger (lesdites forces n'avaient cependant pas la majorité dans leur propre camp, c'est une évidence).

Dans la foulée, un autre ouvrage effrayant est produit, « L'utopie ou la mort »⁵, en 1973, signé René Dumont, qui n'hésitera pas, à 70 ans, à se lancer dans la campagne présidentielle française de 1974⁶. Cette fois, la parole vient de quelqu'un très ancré à gauche⁷, qui plaide pour une croissance démographique zéro (pas plus que le strict remplacement de la mortalité)⁸, considère les travailleurs de l'Occident comme des privilégiés dont le train de vie ne pourra être étendu à la planète⁹, plaide pour une allocation centralisée des ressources et donc pour une économie mondiale (de préférence à un gouvernement mondial)¹⁰. A l'époque, le personnage a beaucoup surpris, qui se déplaçait à vélo et se présentait à la télévision en pull rouge et avec une pomme et un verre d'eau ! Avec 1,3% des voix au premier tour, on mesurait le chemin qu'il restait à faire pour que vienne l'adhésion. Cette candidature reste néanmoins un moment clé en ceci qu'elle permet sans doute de dater le début de la construction d'une force politique « verte », qui va progressivement gagner en importance et en influence.

² Institut technologique du Massachusetts.

³ Donella H. Meadows, Dennis L. Meadows, Jorgen Randers et William W. Behrens III : "The Limits to Growth", Universe Books, New York, 1972. Traduction française sous le titre "Halte à la croissance ?", Fayard, 1972.

⁴ Voir par exemple Yves Mongeau : « Le club de Rome et ses critiques », in revue « Critère », Montréal, 1974. En ligne : <http://www.homovivens.org/jdufresne/clubrome.pdf>

⁵ René Dumont : "L'utopie ou la mort", Seuil 1973.

⁶ La campagne débouchera sur l'élection de Valéry Giscard d'Estaing.

⁷ On trouve dans son livre un propos d'époque (vraiment d'époque !) qui ne prête pas à confusion : "La Chine est là, qui produit des hommes nouveaux trempés comme de l'acier, en si grand nombre qu'ils autorisent plus d'espoir" (p. 171).

⁸ René Dumont, déjà cité, p.44.

⁹ René Dumont, déjà cité, p.56.

¹⁰ René Dumont, déjà cité, p.106.

Il y avait vraiment matière à avoir peur à la lecture du rapport Meadows et du livre de René Dumont, qui, d'une certaine façon, expliquaient déjà ce que certains de nos contemporains nomment désormais « l'effondrement ». A l'époque cependant, agiter la peur n'a rien donné du tout ! On en veut pour preuve que pour qu'on recommence à s'inquiéter « pour de bon » de l'environnemental, il a fallu que passent de 1,5 à 2 générations ! Que de temps perdu !

Séquence subjectivité : il m'est du coup difficile de penser que « l'entrée (dans le sujet) par la peur » soit la bonne, que l'actuel spectre de l'effondrement va donner de meilleurs résultats pour l'action...

La logique de peur agitée à l'époque n'était accompagnée que d'une solution *grosso modo* de « croissance zéro »¹¹, avec un cortège de « punitions » prévisibles, en particulier pour les citoyen.nes d'Occident. Punitions qu'ils.elles ont quand même subies, au moins une partie d'entre eux.elles car très inégalement répartie, du fait de la sortie de nos sociétés des « Trente glorieuses » (crise pétrolière) presque concomitamment au Rapport Meadows. En effet, c'est largement à cause de la crise que l'on a continué sur la logique de croissance ; d'une certaine façon on l'a même accentuée puisque le mantra dominant était qu'il fallait retrouver un bon taux de croissance pour sortir de la crise. L'idée d'ajouter de la punition (écologique) à la punition (sociale) était inaudible, et l'est sans doute restée !

Séquence subjectivité : je suis peu croyant quant à la réussite d'une mobilisation autour d'un schéma de transition qui serait perçu comme punitif

En définitive, le constat que nous faisons revient à exprimer : « On reprend le débat aujourd'hui dans l'état où on l'avait laissé il y a 40 ans ». A ce constat, il y a un collatéral absolument effrayant : si c'est si urgent, si l'on a déjà perdu tant de temps, la démocratie est-elle le régime efficace pour rencontrer le défi ? Autrement formulé, à notre estime, l'enjeu ne se circonscrit pas à résoudre une tension social/environnemental, il est aussi celui d'une tension démocratie/totalitarisme.

Je ne m'accommoderais pas d'un régime totalitaire. La réponse doit impérativement être trouvée en démocratie. Reconnaissons que le constat ouvre à des questionnements inouïs de complexité !

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Quatre modèles sont disponibles, qui visent à rencontrer les enjeux de la transition. Nous les reprendrons et les commenterons ci-après en suivant l'ordre de présentation d'Anais Trigalet. Il convient d'insister sur ceci : lorsqu'on présente les quatre modèles, on est dans l'ordre de la catégorisation analytique – il s'agit d'aider à comprendre ; sur le terrain concret, les approches sont souvent plus entremêlées que ce qui sera présenté et commenté.

Le développement durable trouve sa source dans le « rapport Bruntland » en 1987¹², qui développe l'idée d'un « développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ». Cela s'est traduit ultérieurement dans un triptyque : il faut intégrer les objectifs économiques, sociaux et environnementaux.

La plupart des critiques du développement durable regrettent que, dans la pratique, on tend à se contenter de nommer comme tel une simple juxtaposition des piliers plutôt que leur réelle intégration. L'intégration créerait une forme d'égalité entre les piliers.

¹¹ La « croissance zéro » est un terme utilisé ultérieurement au rapport Meadows qui, pour sa part, ne l'utilise pas.

¹² Commission mondiale sur l'environnement et le développement : « Notre avenir à tous », rapport déposé à l'Organisation des Nations Unies, 1987.

Tandis que la juxtaposition permet la dominance de l'un d'eux, en l'occurrence l'économique : si elle réussit, toute cette affaire débouche sur le verdissement de l'économie ou, mieux, sur une « économie verte », que certains stigmatisent aussitôt comme « capitalisme vert ». La croissance verte représente en effet l'ouverture de nouveaux marchés tirés par une gamme de nouvelles demandes. Il tient aux mouvements sociaux de mettre l'accent sur la qualité de l'emploi. Ainsi, pour l'OIT, un emploi ne peut être qualifié de « vert » que s'il est un emploi décent.

Nos organisations sociales sont très à l'aise avec ce modèle : il peut permettre de continuer à faire ce que nous faisons depuis longtemps : le partage des fruits de la croissance (verte cette fois) ; la concertation avec le monde des employeurs et/ou la puissance publique selon les cas. L'adhésion est spontanément très forte auprès de tous ceux parmi nous qui sont dans cette tradition de pensée et cette pratique d'action : nous restons dans le jeu d'une forme de combat social que nous maîtrisons bien, nous en connaissons les codes pour le pratiquer avec efficacité.

En même temps, il y a du malaise, de deux points de vue au moins. Le premier : le changement ne concerne que le décor ; les inégalités quant à elles restent telles quelles. Le second : pour les tenants du développement durable, ce qui pose problème n'est pas le caractère fini de l'environnement : la conviction est que les évolutions des techniques et procédés utilisés pour produire et consommer suffiront à échapper au désastre : tout le monde chez nous n'est pas dans cette conviction.

DÉCROISSANCE

Dans le projet décroissant, il ne s'agit pas de substituer une bonne croissance à une mauvaise en la repeignant en vert ou en équitable ; c'est de la croissance elle-même qu'il s'agit de sortir. Autrement dit : aménager le capitalisme ne suffit pas ; c'est la croissance qui doit être combattue. En réalité, le mot d'ordre de décroissance a surtout pour objet de marquer fortement les esprits : il s'agit d'abandonner l'objectif de la croissance pour la croissance au profit d'un projet politique consistant dans la construction de sociétés conviviales autonomes et économes¹³. On peut trouver dans les années 70 une sorte d'ancêtre au courant décroissant actuel en la personne d'Ivan Illitch : « Conviviale est la société où l'homme contrôle l'outil (...) L'homme qui trouve sa joie et son équilibre dans l'emploi de l'outil convivial, je l'appelle austère (...) (Saint) Thomas définit l'austérité comme une vertu qui n'exclut pas tous les plaisirs, mais seulement ceux qui dégradent la relation personnelle »¹⁴

Le courant inspire nombre d'actions individuelles : il s'agit d'une part d'être sobre en consommant moins, d'autre part d'autoproduire et d'échanger selon la logique du don¹⁵.

Une partie sans doute « croissante » (!) des membres de nos organisations sont à l'aise avec cette perspective. Je formule l'hypothèse que c'est aussi lié à notre « tradition chrétienne » de sacrifice et d'austérité. Je suis cependant dans le pur registre de l'hypothèse, pas dans celui de la scientificité ; je n'ai pas le moindre élément de preuve de ce que j'avance ici. Raison pour laquelle je donne au présent paragraphe le format de mes propos revendiqués comme subjectifs.

C'est par contre une toute autre affaire quand on prend le sujet par son versant collectif. Car la décroissance véhicule ses contre-images. Illitch : « Le passage à une société conviviale s'accompagnera d'extrêmes souffrances : famine chez les uns, panique chez les autres.

¹³ Serge Latouche : "Le pari de la décroissance", Fayard, 2010.

¹⁴ Ivan Illitch : "La convivialité", Seuil, 1973, p. 13-14.

¹⁵ Serge Latouche, déjà cité, p.111.

Cette transition, seuls ont le droit de la souhaiter ceux qui savent que l'organisation industrielle dominante est en train de produire des souffrances encore pires sous prétexte de les soulager »¹⁶. Quant à William Stanton : « Il faut réduire la population. Si on veut éviter le cauchemar d'une réduction brutale à travers guerres, massacres et famines : l'immigration doit être interdite et les non autorisés traités comme des criminels ; l'avortement et l'infanticide doit être obligatoire si le fœtus ou le bébé s'avèrent très handicapés ; quand, par l'âge avancé, par un accident ou une maladie, un individu devient plus un poids qu'un bénéfice pour la société, sa vie est humainement arrêtée »¹⁷.

Bien évidemment, les deux citations qu'on a reprises pour illustrer le propos ne disent pas « le tout » du courant, d'autant qu'elles sont aussi sorties de leurs contextes. Et ce serait faire injure que de laisser entendre que tou.te.s les décroissant.e.s seraient en phase avec l'extrémisme des propos. Ici, il ne s'agit que de faire comprendre les raisons de résistances que provoque la contre-image.

ECOSOCIALISME

Le courant écosocialiste cherche à marier l'approche analytique de Marx aux enjeux environnementaux. Là aussi, l'affaire est en définitive assez ancienne : le terme lui-même apparaît dès 1975 chez Joël de Rosnay¹⁸ tandis qu'un peu plus tard André Gorz développe des contenus qui mêlent l'analyse marxiste à un plaidoyer pour la sortie du productivisme, qui ont fait solide polémique à l'époque, en particulier lors de la parution de l'ouvrage « Adieu au prolétariat »¹⁹.

Le mot revient en 2001, avec le manifeste écosocialiste international, à l'initiative de Michaël Löwy, Joël Kovel et d'autres signataires²⁰.

L'approche est d'alternative d'ensemble aux politiques capitalistes, en incluant une réponse au défi climatique : le plaidoyer est que seules des réformes structurelles permettront de répondre à l'urgence. Elles sont à comprendre dans le sens de la rupture : il faut que le mouvement ouvrier rompe avec le productivisme et renonce à l'union avec le patronat dans la défense de la compétitivité des entreprises. La crise écologique n'est rien d'autre que la crise du mode de production lui-même, la crise du capitalisme. Dans la mesure où c'est l'anticapitalisme qui mobilise, forcément la question sociale est prise en compte²¹. On est clairement dans un point de vue revendiqué de gauche radicale. Entretemps cependant, le terme « écosocialisme » a été repris à leur compte par les Partis Socialistes français puis belge ; les acceptions ne sont pas alignées, ce qui contribue à embrouiller le paysage.

Nous nous sentons à l'aise avec l'approche en ceci qu'elle prend très explicitement la question sociale en compte, et *a fortiori* que le fondement de notre position est que les questions sociales se résolvent moins par la charité que par les approches structurelles (en d'autres termes, nous rejoignons aisément les écosocialistes pour prôner l'intervention étatique). Par ailleurs, nous reconnaissons la valeur heuristique de l'analyse de Marx : il apporte des clés de compréhension de la conflictualité sociale, clés que nous nous sommes largement appropriées.

Les réserves sont le timing et le principe de rupture. Si le timing est 1) abattre le capitalisme 2) sauver la planète, il y a fort à craindre, au vu des rapports de force réels, que la planète ait le temps de mourir cinq

¹⁶ Ivan Illitch, déjà cité, p.32.

¹⁷ William Stanton : "The rapid growth of human population", Multi-science Publishing, Brentwood, 2003, citation reprise dans Serge Latouche, déjà cité, p.142.

¹⁸ Joël de Rosnay : "Le microscope : vers une vision globale », Seuil, 1975.

¹⁹ André Gorz : "Adieu au prolétariat – Au-delà du socialisme », Galilée, 1980

²⁰ Michaël Löwy et Joël Kovel : « Manifeste écosocialiste international », septembre 2001. En ligne : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article7891>

²¹ Ce contenu est inspiré par : Daniel Tanuro : « Stratégies climatiques : fondements idéologiques, dérapages populistes et alternatives », in Les cahiers du CIEP n°21, actes de la journée d'études du 18 novembre 2016 « Changer le système ? Pas le climat ! ».

fois. Si on croise avec la rupture, il faut à tout le moins dessiner celle-ci en sorte qu'elle ne fasse pas peur ou, mieux, qu'elle devienne désirable. Bien entendu, les adversaires d'une pensée qui se réfère à Marx peuvent arguer à juste titre des horreurs totalitaires des régimes dits de « socialisme réel ». Et, pour ce qui est de notre sujet, ils peuvent ajouter que lesdits régimes ont été particulièrement peu sensibles à l'argument écologique – les catastrophes environnementales des pays communistes valent bien celles du capitalisme. Tout cela est correct mais, en même temps, on sait bien que l'argument est aujourd'hui de pure polémique, qu'il s'agit de faire un mauvais procès aux écosocialistes contemporains dont aucun ne souhaite, même en rêve, en revenir aux conditions de l'Union soviétique d'avant Gorbatchev. Toujours est-il que, indépendamment des polémiques désormais stériles, plus grand monde ne croit en des lendemains qui chanteraient par prise révolutionnaire du pouvoir d'Etat.

Par ailleurs, si le courant écosocialiste est d'accord sur les ambitions de sorties rapides des énergies fossiles et du nucléaire et sur les outils que représentent pour y arriver d'une part l'expropriation des grands groupes énergétiques, d'autre part la planification, on ne voit pas trop comment il articule cette planification (et la bureaucratie qui sans doute l'accompagnera) avec nombre de pratiques réelles d'aujourd'hui qui se jouent en totale décentralisation (si pas, pour certaines d'entre elles, en autogestion)²².

Petit complément personnel : je fais un sort à cette partie du message qui nous explique que Marx serait quasi l'inventeur de l'écologie²³. J'apprécie les exégètes²⁴. Pas ceux-celles qui se plongent dans une lecture de Marx comme d'autres dans celle de la Bible pour essayer d'y trouver ce qu'ils-elles ont de toute façon décidé de trouver, et que donc ils-elles trouvent ! En la matière, je ris et fais mien le propos d'Edgar Szoc : « Si cette dimension (écologique) a été si facilement occultée (chez Marx), c'est aussi qu'elle était occultable. Sans compter le caractère difficilement anticipable (de la question écologique) au XIXème siècle »²⁵.

ÉCOLOGIE SOCIALE

L'ouvrage de référence de Murray Bookchin²⁶ consiste en une collation d'articles écrits aux Etats-Unis dans les années 60 et 70. Il est cependant neuf pour la sphère francophone où on ne le découvre qu'à l'occasion de sa traduction en 2016. L'auteur écrit dans un contexte intellectuel où la pensée est largement influencée par un marxisme réinterprété à la lumière du paradigme structuraliste, dit plus simplement une approche du social d'où l'humain en tant qu'acteur.trice disparaît sous le poids de structures sous-jacentes que les sciences sociales se font le devoir de dévoiler ; nombre de marxistes de l'époque n'avaient pas encore pris leurs distances avec les régimes communistes quoique leur totalitarisme n'était plus un secret que pour les sourd.e.s et les candides. Murray Bookchin se place en opposition : pour lui, l'écologie est aussi le moyen de défendre l'approche anarchiste. Il résulte de cela qu'écosocialisme et écologie sociale aujourd'hui, c'est un peu Marx – Proudhon (XIXème siècle) en match retour au XXIème !

Le « mouvement de la transition » est sans doute une façon d'atterrissage concret, qui cherche à accompagner des milliers d'initiatives locales : planter des arbres fruitiers, cultiver des potagers, réorganiser la production énergétique, ... En particulier, il s'agit d'organiser l'indépendance énergétique de petites

²² Paragraphe inspiré d'Edgar Szoc : « Ecosocialisme(s) », in « Politique » n°91, 2015.

²³ John Bellamy Foster : « Marx écologiste », Editions Amsterdam, 2011.

²⁴ L'exégète est la personne qui étudie un texte de façon approfondie et critique.

²⁵ Edgar Szoc, déjà cité.

²⁶ Murray Bookchin : « Au-delà de la rareté. L'anarchisme dans une société d'abondance », Ecosociété, Montréal, 2016 (pour l'édition française).

collectivités en sorte de permettre la résilience au moment de la fin du pétrole²⁷.

A cet endroit, il y a une petite différence d'appréciation entre Anaïs Trigalet qui place plutôt le mouvement de la transition dans la référence décroissante et moi-même qui suis tenté de le classer en écologie sociale : les deux sont sans doute corrects, l'une voyant le mouvement sous l'angle de ses initiatives locales concrètes (décroissance), l'autre prenant l'angle de la volonté (qui s'exprime aussi) de construire des réseaux.

Nous sommes à l'aise avec l'écologie sociale, pour une raison toute simple : elle s'inscrit parfaitement dans la continuité de notre culture et nos pratiques associatives. La subsidiarité est assumée ; à la verticalité imposée, on préfère l'organisation du réseau de communautés locales. On sait que le reproche qui peut être fait est que les initiatives isolées ne pèsent pas sur le structurel. Mais on sait aussi que, par le passé, la capacité à structurer de telles initiatives en réseaux a aussi permis d'influencer le structurel – le mouvement mutuelliste en est une démonstration désormais séculaire.

Les réserves que par contre nous pouvons avoir par rapport au plaidoyer (celui de Murray Bookchin tout au moins) est qu'il est tellement centré sur la destruction de l'appareil étatique et bureaucratique qu'on ne voit pas bien comment pourrait s'organiser la solidarité entre les petites communautés autonomes : le modèle, certes rapidement brossé dans la polémique, n'évoque même pas la possibilité de construire une sécurité sociale. S'il finit par admettre qu'une partie de la « nouvelle économie » devra rester nationale, on voit mal comment cela s'articule.

UN POSITIONNEMENT PARMIS TOUT CELA ?

On saisit bien la difficulté de positionnement de nos organisations entre les quatre courants, alors que nous sommes à l'aise partout, autant qu'avec chaque fois des réserves ! Je formule cependant l'hypothèse que la définition d'une ligne lisible est possible. A condition de sortir du « ou », au profit du « et ».

Si l'on part de l'idée que l'efficacité viendra de l'articulation du macro, du méso et du micro, **alors** on peut trouver inspiration tout à la fois dans :

- ❖ L'écosocialisme pour ce qui concerne la définition des nécessaires mesures structurelles (le macro) ;
- ❖ L'écologie sociale pour structurer les initiatives de terrain en réseaux qui peuvent peser significativement (le méso) ;
- ❖ La décroissance pour inspirer des initiatives individuelles (le micro).

Pour autant, cette articulation ne retient pas le tout de chacun des courants : en particulier, on rejette toute perspective totalitaire, ainsi que celle de « rupture » si tout au moins celle-ci doit s'entendre dans le sens de la brutalité révolutionnaire²⁸. Venir avec une perspective de rupture, ce sera principalement faire peur, et donc ne pas favoriser le changement social. Ce constat constitue le creuset qui autorise à réhabiliter le développement durable, comme perspective largement acceptable, en tout cas pour le court terme.

L'auteur des présentes lignes est en profonde adhésion avec les propos d'Eloi Laurent et Philippe Pochet : « Tout processus de transition est forcément complexe et touche à des mécanismes de changements sociétaux par nature lents et contradictoires, du moins dans une première phase, durant laquelle il faut convaincre une multitude d'acteurs aux intérêts divergents. C'est pourquoi une approche en termes d'emplois verts et de formations appropriées – indiquant la possibilité d'une transition « facile » et positive

²⁷ Rob Hopkins : « Manuel de transition. De la dépendance au pétrole à la résilience locale », Ecosociété, Montréal, 2010 (pour l'édition française).

²⁸ Le propos ne nie pas que les explosions révolutionnaires ont eu des causes légitimes, ni qu'elles aient aussi pu produire du progrès social. Mais on n'accepte plus aujourd'hui de reporter exclusivement sur « les circonstances hostiles » dans lesquelles elles se sont déroulées pour justifier les massacres de masse auxquels elles ont donné lieu.

– a pour avantage d’engager des évolutions, y compris comportementales, plus facilement acceptables par un grand nombre d’acteurs (...). La position de radicalité, aussi légitime soit-elle (...) ne permet pas de transformer les comportements de façon massive. En plaçant la barre trop haut (sortir du capitalisme, décroître, devenir frugal), cette position échouerait à coaliser suffisamment de forces sociales pour répondre aux enjeux. (...) Dans une approche séquentielle (...), une fois la dynamique lancée – et les limites de l’économie verte devenant de plus en plus visibles - un changement plus profond deviendrait plus probable. (...) Il s’agit de commencer doucement, c’est-à-dire, dans un premier temps, d’engranger les effets positifs des emplois verts, pour permettre ensuite à des évolutions plus radicales d’acquérir la maturité nécessaire pour recueillir l’adhésion de la majorité des travailleurs »²⁹.

Pierre GEORIS

Protection de la propriété intellectuelle : la FTU utilise le système de licences et de partage des connaissances Creative Commons

<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/be/deed.fr>



Les notes d’éducation permanente sont mises à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage à l'Identique 3.0 non transposé](#).

Les autorisations au-delà du champ de cette licence peuvent être obtenues à pierre.georis@ftu.be

**FTU – Association pour une
Fondation Travail-Université**

Chaussée de Haecht, 579
1030 Bruxelles
+32-2-2463851
Site éducation permanente : www.ftu.be

Éditeur responsable : Pierre Georis

Avec le soutien de la  FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

²⁹ Eloi Laurent, Philippe Pochet : “Pour une transition sociale-écologique. Quelle solidarité face aux défis environnementaux ? », Les Petits Matins/Institut Veblen, 2015, p. 51 à 53.